



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CAMPUS
Poissy

06 octobre 2025

D'un continent à l'autre, la jeunesse en révolte montre la voie !

Après Barnier et Bayrou, Lecornu vient d'établir un record qui sera difficile à battre : son gouvernement démissionne avant même d'être installé ! Pendant ce temps-là, la vraie vie continue. La situation dramatique des Palestiniens est suspendue aux négociations entamées sous l'égide du plan de Trump pour Gaza. Un leurre : le Hamas a beau avoir accepté de rendre les otages israéliens, les bombardements continuent de plus belle.

Le génocide à Gaza soulève l'indignation. L'arraisonnement par la marine israélienne de la flottille humanitaire pour Gaza et le génocide en cours ont jeté dans la rue, vendredi 3 octobre, plus d'un million de manifestants en Italie, à Rome, à Milan, à Gênes et le pays a été paralysé par la grève générale. Le 27 septembre, ils étaient 120 000 à manifester à Berlin pour soutenir les Gazaouis. Des manifestations massives avaient déjà eu lieu en Australie, en Grande-Bretagne...

La loi du plus fort ? Mais qui sont les plus forts ?

Au-delà du gouvernement Netanyahu, c'est partout que de grands capitalistes appuient de plus en plus ouvertement des gouvernements d'extrême droite, ou des partis d'extrême droite comme le font ici un Bolloré ou un Stérin : ils comptent ainsi sur la force pour continuer à exploiter les travailleurs, à piller l'argent public, à démanteler les services de santé, de transport, à creuser toujours plus les inégalités et les injustices. Les États intensifient la répression en espérant faire taire la contestation et imposer « la loi du plus fort ».

Mais le vent est peut-être en train de tourner

Mi-septembre, au Népal, des milliers de jeunes protestant contre la corruption ont pris d'assaut le palais présidentiel et, malgré la répression sanglante, ont mis en fuite le gouvernement. En Équateur, c'est le prix du pétrole qui a mis le feu aux poudres fin septembre. Depuis une semaine, c'est à Madagascar, où les trois quarts de la population vivent avec moins de 77 centimes par jour, que les jeunes ont pris la rue, balayé le gouvernement, menaçant désormais le président Rajoelina. Là aussi, la répression sanglante n'a rien empêché. Misère, corruption, absence de liberté : c'est désormais tout le système qui est visé par les manifestants.

GenZ, génération révolution ?

Et maintenant, c'est au tour du Maroc. Cette même génération se soulève par dizaines de milliers, à l'appel du collectif GenZ 212, dans toutes les grandes villes du pays. Les manifestants réclament une réforme du système éducatif et des services de santé. Ils protestent contre la corruption et les dépenses somptuaires engagées dans des chantiers comme des stades de football pour la Coupe du monde, alors que l'argent manque pour les écoles et les hôpitaux. Les manifestants réclament désormais le départ du gouvernement et tiennent bon malgré déjà trois morts, les vagues d'arrestations et la brutalité policière coutumière de la monarchie marocaine.

Et ici ?

Ici, est-ce que nous n'avons d'autre alternative que de payer une dette qui n'a servi qu'à enrichir les riches, est-ce que nous devrions subir les économies sur nos salaires, sur les retraites, sur la santé, sur l'école ? Alors que nous étions nombreux en grève et dans la rue lors des journées d'action, alors que la révolte soulève la jeunesse à nos portes, les directions syndicales contribuent à semer le désenchantement en repoussant la riposte de semaine en semaine, avec des journées saute-mouton qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Mais la colère est bien là et il va falloir qu'elle explose, dans les rues et par les grèves.

Quel que soit le gouvernement qui finira par sortir des péripéties institutionnelles, élections ou pas, rappelons-nous que ce sont les travailleurs qui font tourner toute la société. Nous sommes forts, il est temps que nous en prenions conscience et utilisions cette force pour imposer nos solutions, et que ce monde cesse d'être une vallée de larmes pour le plus grand nombre.

De l'argent, il y en a pour maintenir les emplois

D'après Bloomberg, Stellantis prévoirait d'investir 10 milliards de dollars (dont 5 sont déjà alloués) pour rouvrir des usines, embaucher voire développer un nouveau modèle pour les marques Jeep, Ram, Dodge ou Chrysler aux Etats-Unis. Nos dirigeants préfèrent n'investir que pour des modèles avec les plus fortes marges : le marché américain est connu pour être le plus rentable. Ceux qui travaillent pour produire des modèles moins rentables en revanche subissent dégradations de leurs conditions de travail, suppressions de postes, chômage partiel... Cette annonce montre que l'argent existe : à nous d'aller le chercher pour maintenir tous les emplois, voire embaucher, des deux côtés de l'Atlantique.

PSG Land sur les ruines de l'usine, c'est non !

Mardi 23 septembre, à la mairie de Poissy, avait lieu « le premier comité de pilotage » où se sont rencontrés la présidente de région, la maire, d'autres politiciens et les dirigeants du PSG. Tout ce beau monde s'agit pour accélérer l'implantation du PSG Land sur les terrains de l'usine. Des salariés Stellantis s'y sont invités avec caméras et micros tendus par les journalistes. Ils ont bien raison de se montrer et de dénoncer les vils plans de la direction Stellantis et de tous ceux qui veulent les pousser au chômage.

Révoltant droit de vie ou de mort

Vendredi 26 septembre les salariés d'OP Mobility (ex-Plastic Omnium) de Flers près de Douai sont venus crier leur colère sous les fenêtres du Campus Stellantis à Poissy. Ce site de 114 salariés produit des couvercles composites pour les Packs batteries notamment. Le groupe Stellantis a décidé de se passer d'eux du jour au lendemain en les faisant en aluminium et les donc condamner à une fermeture.

Ces salariés ont raison de venir réclamer des comptes à la direction et de chercher des alliés dans leur lutte. Tous les salariés de l'automobile sont menacés par leurs patrons !

#mytho

À l'annonce de la venue des salariés d'OP Mobility, la direction a fait vider le Campus de ses salariés, en les incitant à faire du télétravail. Côté usine, elle a demandé aux ouvriers de venir beaucoup plus tôt. Le tout en faisant courir la rumeur qu'il y allait avoir un « blocage ».

Ça n'a jamais été l'intention des salariés d'OP Mobility ils n'ont rien bloqué, ils se sont juste rassemblés.

L'opération de la direction pour les rendre impopulaires est ratée : populaires, ils l'ont été !

Patrons voyous, ici comme là-bas

Le premier équipementier automobile mondial Bosch annonce encore 13 000 suppressions d'emplois, surtout en Allemagne, qui s'ajoutent aux 9 000 suppressions déjà annoncées en 2024.

Avec 1,3 milliards de bénéfices après impôt en 2024 et 2,6 milliards en 2023, Bosch est pourtant très loin d'être sur la paille, et cherche surtout (tout comme Stellantis) à maintenir ses profits, en compactant les effectifs, surchargeant ceux qui restent et en mettant au chômage les autres !

996, la surexploitation 2.0

Depuis plusieurs mois, un nouveau concept de travail chamboule le secteur de la haute technologique de la Silicon Valley, en Californie. Il est désigné par trois chiffres « 996 » qui signifie travailler de 9 heures du matin à 21 heures le soir, six jours par semaine, soit 72 heures hebdomadaires. Ce qui a entraîné plusieurs décès de salariés. Dans plusieurs start-ups, une partie des employés travaillent désormais à ce rythme, qui est d'ailleurs mentionné dans certaines offres d'emploi. Certains rêvent maintenant d'exporter ce concept de surexploitation en Europe.

Gaza : l'anéantissement

Un journaliste du *Monde* a pu entrer dans Gaza-ville, lors d'un déplacement organisé et encadré par l'armée israélienne. Trois heures dans l'horreur d'une « ville anéantie et vidée de sa population ». « Les destructions paraissent irréelles tant elles sont absolues et systématiques ». Les trois quarts des immeubles et des routes sont détruits ou endommagés, 88 % des commerces et des entreprises. Depuis deux ans, plus de 66 000 Palestiniens ont été tués, 170 000 blessés dont beaucoup d'enfants. 800 000 personnes ont dû quitter Gaza-ville pour se réfugier dans des zones insalubres et surpeuplées au sud de l'enclave. Le gouvernement israélien empêche l'aide humanitaire et provoque une famine généralisée. Mobilisons-nous pour stopper ce génocide !